

Jean-François OROSCO

COMMISSAIRE AUX COMPTES inscrit auprès de la CRCC de Besançon
EXPERT COMPTABLE inscrit au Tableau de l'Ordre de la Région de Bourgogne / Franche-Comté
Membre de la Compagnie des Conseils et Experts Financiers
CONSEILS - STRATÉGIES - INNOVATION

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS **Exercice clos le 31 décembre 2019**

—

TERRITOIRE DE MUSIQUES

Association

Siège social : Techn'hom 5 – 3 rue Marcel Pangon – 90300 CRAVANCHE

SIRET N°349 730 341 00030

Aux Membres de l'Assemblée Générale de l'Association TERRITOIRE DE MUSIQUES,

| OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association TERRITOIRE DE MUSIQUES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes seront arrêtés par le conseil d'administration sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

| FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

| JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

| VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

| RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

I RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

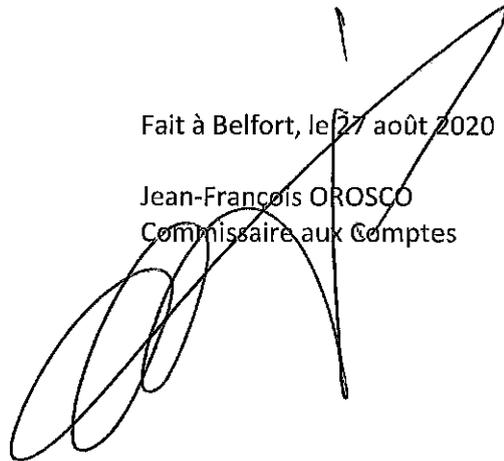
Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Belfort, le 27 août 2020

Jean-François OROSCO
Commissaire aux Comptes



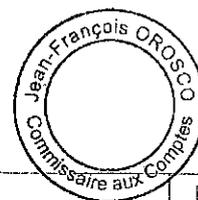
ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

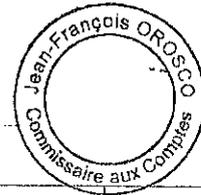
Territoire de Musiques



| Actif | | Exercice au 31/12/2019 | | | Exercice précédent | |
|---|--|---|------------------|-------------|--------------------|---------|
| | | Montant brut | Amort. ou Prov. | Montant net | au 31/12/2018 | |
| Capital souscrit non appelé | | | | | | |
| Actif immobilisé | Immobilisations incorporelles | Frais d'établissement | | | | |
| | | Frais de développement | | | | |
| | | Concessions, brevets et droits similaires | 14 648 | 14 648 | | 579 |
| | | Fonds commercial (1) | | | | |
| | | Autres Immobilisations incorporelles | 4 294 | 4 294 | | |
| | | Immobilisations incorporelles en cours | 78 448 | | 78 448 | 50 572 |
| | | Avances et acomptes | | | | |
| | TOTAL | 97 391 | 18 942 | 78 448 | 51 151 | |
| | Immobilisations corporelles | Terrains | 200 098 | 17 820 | 182 278 | 178 287 |
| | | Constructions | 321 173 | 64 243 | 256 929 | 262 935 |
| Inst. techniques, mat. out. industriels | | 788 849 | 645 294 | 143 554 | 148 237 | |
| Autres immobilisations corporelles | | 831 107 | 655 134 | 175 973 | 161 191 | |
| Immobilisations en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | |
| TOTAL | 2 141 228 | 1 382 492 | 758 735 | 750 651 | | |
| Immobilisations financières | Participations évaluées par équivalence | | | | | |
| | Autres participations | | | | | |
| | Créances rattachées à des participations | | | | | |
| | Titres Immob. de l'activité de portefeuille | | | | | |
| | Autres titres immobilisés | 30 | | 30 | 30 | |
| | Prêts | | | | | |
| | Autres immobilisations financières | 9 085 | | 9 085 | 9 085 | |
| TOTAL | 9 115 | | 9 115 | 9 115 | | |
| TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | | 2 247 735 | 1 401 735 | 846 299 | 810 916 | |
| Actif circulant | Stocks | Matières premières, approvisionnements | 1 060 | | 1 060 | 637 |
| | | En cours de production de biens | | | | |
| | | En cours de production de services | | | | |
| | | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| | | Marchandises | 16 802 | 4 747 | 12 054 | 7 215 |
| | TOTAL | 17 862 | 4 747 | 13 114 | 7 852 | |
| | Avances et acomptes versés sur commandes | | | | | |
| | Créances | Clients et comptes rattachés | 32 539 | 6 637 | 25 902 | 287 721 |
| | | Autres créances | 243 905 | | 243 905 | 297 688 |
| | | Capital souscrit et appelé, non versé | | | | |
| TOTAL | 276 445 | 6 637 | 269 808 | 585 410 | | |
| Divers | Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :) | | | | | |
| | Instruments de trésorerie | | | | | |
| | Disponibilités | 968 589 | | 968 589 | 812 178 | |
| TOTAL | 968 589 | | 968 589 | 812 178 | | |
| Charges constatées d'avance | | 24 335 | | 24 335 | 58 609 | |
| TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT | | 1 287 233 | 1 11 384 | 1 275 828 | 1 764 050 | |
| Frais d'émission d'emprunts à étaler | | | | | | |
| Primes de remboursement des emprunts | | | | | | |
| Écarts de conversion actif | | | | | | |
| TOTAL DE L'ACTIF | | 3 534 968 | 1 412 820 | 2 122 148 | 2 774 968 | |
| Renvois : | (1) Dont droit au bail | | | | | |
| | (2) Dont part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières | | | | | |
| | (3) Dont créances à plus d'un an (brut) | | | 6 763 | 6 763 | |
| Clause de réserve de propriété | Immobilisations | Stocks | Créances clients | | | |

Territoire de Musiques

Périodes 01/01/2018 31/12/2018 Durées 12 mois
01/01/2019 31/12/2019 12 mois



| | | France | Exportation | Total | Exercice précédent | |
|--|---|-----------|-------------|------------|--------------------|---------|
| Produits d'exploitation (1) | Ventes de marchandises | 1 199 569 | | 1 199 569 | 1 140 281 | |
| | Production vendue : - Biens | 4 639 624 | | 4 639 624 | 4 757 061 | |
| | - Services | 3 331 900 | | 3 331 900 | 3 022 243 | |
| | Chiffre d'affaires net | 9 171 094 | | 9 171 094 | 8 919 586 | |
| | Production stockée | | | | | |
| | production immobilisée | | | 41 483 | 54 190 | |
| | Produits nets partiels sur opérations à long terme | | | | | |
| | Subventions d'exploitation | | | 675 000 | 780 000 | |
| | Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges | | | 91 654 | 79 748 | |
| | Autres produits | | | 169 903 | 110 487 | |
| | Total | | | 10 149 136 | 9 944 013 | |
| Charges d'exploitation (2) | Marchandises Achats | | | 398 853 | 359 933 | |
| | Variation de stocks | | | -8 100 | 11 384 | |
| | Matières premières et autres approvisionnements Achats | | | 3 466 | | |
| | Variation de stocks | | | -423 | -349 | |
| | Autres achats et charges externes (3) | | | 7 303 174 | 7 097 877 | |
| | Impôts, taxes et versements assimilés | | | 634 453 | 662 117 | |
| | Salaires et traitements | | | 1 170 399 | 1 079 731 | |
| | Charges sociales | | | 468 441 | 431 485 | |
| | Dotations sur immobilisations amortissements | | | 132 156 | 133 964 | |
| | d'exploitation sur actif circulant provisions | | | 3 260 | 637 | |
| Autres charges | | | 26 188 | 10 325 | | |
| | | | 21 452 | 18 597 | | |
| | Total | | | 10 153 323 | 9 805 704 | |
| | Résultat d'exploitation | A | | -4 187 | 138 308 | |
| Charges courantes | Bénéfice attribué ou perte transférée | | B | | | |
| | Perte supportée ou bénéfice transféré | | C | | | |
| Produits financiers | Produits financiers de participations (4) | | | 0 | | |
| | Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé (4) | | | | | |
| | Autres intérêts et produits assimilés (4) | | | 6 189 | 5 132 | |
| | Reprises sur provisions, transferts de charges | | | | | |
| | Différences positives de change | | | 165 | | |
| | Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | |
| | Total | | | 6 353 | 5 132 | |
| Charges financières | Dotations financières aux amortissements et provisions | | | | | |
| | Intérêts et charges assimilées (5) | | | 3 697 | 3 896 | |
| | Différences négatives de change | | | 9 670 | 2 771 | |
| | Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | | | | |
| | Total | | | 13 368 | 6 668 | |
| | Résultat financier | D | | -7 013 | -1 535 | |
| RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (E = A + B - C + D) | | | | E | 1 200 | 136 773 |



Compte de résultat

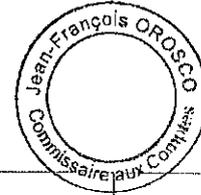
Territoire de Musiques

Périodes 01/01/2018
01/01/2019

31/12/2018
31/12/2019

Durées

12 mois
12 mois



| | | Total | Exercice précédent |
|--|--|---------------|--------------------|
| Produits exceptionnels | Produits exceptionnels sur opérations de gestion | 178 | |
| | Produits exceptionnels sur opérations en capital | 160 000 | |
| | Reprises sur provisions et transferts de charge | | |
| | Total | 160 178 | |
| Charges exceptionnelles | Charges exceptionnelles sur opérations de gestion | 1 000 | |
| | Charges exceptionnelles sur opérations en capital | 49 361 | 23 277 |
| | Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions | | |
| | Total | 50 361 | 23 277 |
| Résultat exceptionnel | | F 109 816 | -23 277 |
| Participation des salariés aux résultats | | G | |
| Impôt sur les bénéfices | | H 23 241 | 20 977 |
| BÉNÉFICE OU PÉRIE (LIGNE C + H) | | 75 375 | 92 518 |
| Renvois | | | |
| (1) Dont | produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs | 114 000 | |
| | incidence après impôt des corrections d'erreurs | | |
| (2) Dont | charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs | 117 466 | |
| | incidence après impôt des corrections d'erreurs | | |
| (3) Y compris | - redevances de crédit-bail mobilier | | |
| | - redevances de crédit-bail immobilier | | |
| (4) Dont | produits concernant les entités liées | | |
| (5) Dont | intérêts concernant les entités liées | | |



1. Faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Evénements principaux

Cession d'immobilisations

Le hangar de Valdoie a été cédé en cours d'exercice pour une valeur de 100 000 euros. Le profit résultant de cette cession figure en résultat exceptionnel à hauteur de 67 000 euros, après prise en compte de la valeur nette comptable de l'ensemble immobilier à la date de cession (33 000 euros).

Litige en cours

La sécurité du festival figure parmi les priorités de l'association. Les moyens humains et donc financiers mis en œuvre progressent régulièrement depuis 2017. A ce titre, un litige existe entre l'association et la préfecture sur le montant refacturé au titre du personnel de gendarmerie mis à disposition et le bénéfice du dispositif du « bouclier tarifaire ». Un recours a été introduit auprès du tribunal administratif. Dans l'attente du jugement de 1^{ère} instance, non encore fixé au jour d'établissement des comptes, les coûts sont enregistrés dans les comptes annuels pour le montant initialement appelé par la préfecture. A ce titre, une dette de 139 000 euros figure dans le poste « dettes fournisseurs » au 31 décembre 2019.

Subventions

Une subvention d'investissement a été obtenue au cours de l'exercice pour 60 000 euros. L'association a choisi de rapporter en totalité cette subvention au résultat de l'exercice 2019. La subvention a été portée sur la ligne « produits exceptionnels sur opération en capital ».

Partenariat

Un partenariat relatif à l'exercice 2018 a été identifié et réceptionné sur l'exercice 2019. Ce partenariat, sans incidence sur le résultat de l'exercice, a été comptabilisé en produits en « production de services » et trouve sa contrepartie sur la ligne « autres achats et charges externes » pour 114 000 euros.

Immobilisations en cours

Dans le cadre de la diversification de ses activités, l'association a engagé des dépenses au titre d'un projet qui aboutira à horizon 2021. Le montant cumulé des dépenses, qui fera l'objet d'une refacturation, s'élève à 78 000 euros et figure au poste « immobilisations incorporelles en cours » à l'actif du bilan. L'aboutissement du projet n'est pas remis en cause par la crise sanitaire Covid-19 (voir paragraphe 1.2).



1.2. Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

La crise sanitaire COVID 2019 intervenue à compter du mois de mars 2020, ainsi que la décision gouvernementale d'interdiction des rassemblements publics a contraint l'association à l'annulation de l'édition 2020 du festival des Eurockéennes.

L'association a adapté son mode de fonctionnement et a instruit une demande d'activité partielle qui lui a été accordée.

Au jour d'établissement des comptes annuels, l'impact financier ne peut être estimé, mais la continuité de l'exploitation n'est pas remise en cause. L'association a obtenu la confirmation du maintien de certaines subventions et mécénats pour l'exercice 2020.

1.3. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce et du règlement 2014-03 de l'ANC.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



2. Informations relatives au bilan

2.1. Actif

2.1.1. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

| | Augmentations | | Diminutions | |
|--|---------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------|
| | Réévaluation | Acquisition Apports Virements | Virements poste à poste | Cessions rebuts |
| Autres postes d'immobilisations incorporelles | - | - | - | 6 074 |

2.1.2. Immobilisations corporelles

2.1.2.1. Principaux mouvements de l'exercice

| | Augmentations | | Diminutions | |
|---|---------------|----------------------------------|----------------------------|-----------------|
| | Réévaluation | Acquisition Apports Virements | Virements poste à poste | Cessions rebuts |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | - | 54 426 | - | 29 174 |
| Installations générales, agencements, aménagements divers | - | 61 284 | - | 16 145 |
| Matériel de transport | - | - | - | 12 124 |
| Matériel de bureau et informatique, mobilier | - | 10 008 | - | - |
| Terrains | - | 46 639 | - | 33 371 |
| Construction sur sol propre | - | 1 515 | - | 106 498 |
| Construction IAA | - | 15 151 | - | 33 965 |

2.1.3. Stocks

2.1.3.1. Stocks de produits achetés



Les stocks suivants :

- Fournitures de bureau,
- Marchandises Eurockéennes,

sont évalués selon la méthode FIFO.

Depuis la mise en œuvre en 2005 du règlement CRC 2004-06 du 23/11/2004, relatif à la définition, comptabilisation et évaluation des actifs, le stock concernant les matériels et fournitures du Festival des Eurockéennes a été reclassé en immobilisations, dans le poste « Matériel et outillage ».

2.1.3.2. Etat des stocks

Méthode de dépréciation utilisée :

Au 31 décembre 2019, il reste en stocks de marchandises les collections 2016, 2017, 2018 et 2019. La dotation pour dépréciation des stocks marchandises au 31 décembre 2019 porte sur les stocks de 2016, 2017, 2018 et 2019.

Méthode utilisée pour évaluer les dépréciations :

L'Association a évalué les prix ventes soldés pour 2019, selon les collections. Elle a relevé les prix de ventes au tarif normal en 2020. La différence entre ces deux prix de ventes a fourni une décote calculée en %. Ces pourcentages de décote ont été appliqués aux valeurs en stock pour obtenir les dépréciations.

La collection 2016 subit une perte de 100 %.

La collection 2017 subit une perte de 60 %.

La collection 2018 subit une perte de 56 %.

La collection 2019 subit une perte de 27%.

La dépréciation est variable selon les exercices car elle dépend des articles restant en stock. Certains articles ne sont pas dépréciés et resteront au prix de vente en 2019 identique à celui de 2020. Selon l'Association, ces articles ne perdent pas de valeur.



2.1.4. Produits à recevoir

| Libellés | Montant |
|----------------------------------|---------|
| INTÉRÊTS COURUS | |
| Immobilisations financières | - |
| Participations groupe | - |
| Participations Hors groupe | - |
| Clients | - |
| Associés | - |
| Valeurs mobilières de placements | 1 303 |
| AUTRES PRODUITS | |
| Factures à établir | - |
| RRR à obtenir, avoirs à recevoir | 4 074 |
| Personnel | - |
| Sécurité sociale | - |
| Etat | - |
| Divers | - |
| | 77 |

2.1.5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

| ÉTAT DES CRÉANCES | | Montant brut | A 1 an au plus | A plus d'un an | |
|-----------------------------|---|---|----------------|----------------|---|
| DE L'ACTIF IMMOBILISÉ | Créances rattachées à des participations | - | - | - | |
| | Prêts | - | - | - | |
| | Autres immobilisations financières | 9 085 | - | 9 085 | |
| DE L'ACTIF CIRCULANT | Clients douteux ou litigieux | 6 764 | - | 6 764 | |
| | Autres créances clients | 25 776 | 25 776 | - | |
| | Créance représentative des titres prêtés ou remis en garantie | - | - | - | |
| | Personnel et comptes rattachés | 637 | 637 | - | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | - | - | - | |
| | État et autres collectivités publiques | Impôt sur les bénéfices | 15 289 | 15 289 | - |
| | | Taxe sur la valeur ajoutée | 166 305 | 166 305 | - |
| | | Autres impôts, taxes et versement assimilés | - | - | - |
| | | Divers | 57 600 | 57 600 | - |
| | Groupes et associés | - | - | - | |
| | Débiteur divers | 4 073 | 4 073 | - | |
| Charges constatées d'avance | | 24 336 | 24 336 | - | |
| | | 101710 | 99166 | 15820 | |



2.2. Passif

2.2.1. Capitaux propres

2.2.1.1. Tableau de variation des capitaux propres



| Libellés | N-1 | + | - | N |
|------------------------------|-----------|---------|--------|-----------|
| Capital | - | - | - | - |
| Primes, réserves et écarts | 280 950 | - | - | 280 950 |
| Report à nouveau | 736 182 | 92 518 | - | 828 700 |
| Résultat | 92 518 | 75 375 | 92 518 | 75 375 |
| Subventions d'investissement | - | - | - | - |
| Provisions réglementées | - | - | - | - |
| Autres | - | - | - | - |
| | 1 109 650 | 167 893 | 92 518 | 1 185 061 |

2.2.2. Provisions pour risques et charges



| Nature des provisions | Début exercice 1 | Dotations exercice 2 | Reprises exercice 3 | Fin exercice 4 |
|---|---------------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| Litiges | - | - | - | - |
| Garanties données clients | - | - | - | - |
| Pertes marchés à terme | - | - | - | - |
| Amendes et pénalités | - | - | - | - |
| Pertes de change | - | - | - | - |
| Pensions et obligations similaires | 156 306 | 26 188 | 34 484 | 148 010 |
| Impôts | - | - | - | - |
| Renouvellement immobilisation | - | - | - | - |
| Gros. Entretien | - | - | - | - |
| Ch. Soc. Fisc. / congés à payer | - | - | - | - |
| Autres Provisions pour risques et charges | - | - | - | - |
| TOTAL | 156 306 | 26 188 | 34 484 | 148 010 |

La provision pour pensions et obligations est détaillée en paragraphe 5.1

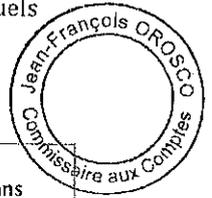
2.2.3. Provisions pour dépréciation

| Nature des dépréciations | Début exercice 1 | Dotations exercice 2 | Reprises exercice 3 | Fin exercice 4 |
|--------------------------|---------------------|----------------------|------------------------|-------------------|
| Sur stocks et encours | 1 487 | 4 360 | - | 4 747 |
| Sur comptes clients | 6 637 | - | - | 6 637 |
| TOTAL | 8 124 | 4 360 | - | 12 484 |

La méthode de dépréciation des stocks de marchandises détaillée en 2.1.3.2 a conduit l'association à pratiquer une dépréciation complémentaire de 4 360 euros en 2019.

Les créances clients sont éventuellement dépréciées à la clôture du bilan pour tenir compte des difficultés de leur recouvrement. Aucune dépréciation complémentaire n'a été comptabilisée au cours de l'exercice 2019.

2.2.4. Dettes financières et autres dettes



| | Montant brut | A 1 an au plus | A + d'1 an et 5 ans au + | A + de 5 ans |
|---|--------------|----------------|-----------------------------|--------------|
| Emprunts obligataires convertibles | - | - | - | - |
| Autres emprunts obligataires | - | - | - | - |
| Emprunts et dettes établissement de crédit | | | | |
| - A 1 an max à l'origine | - | - | - | - |
| - A + d'1 à l'origine | 250 233 | 34 332 | 178 913 | 36 989 |
| Emprunts et dettes financières Divers | - | - | - | - |
| Fournisseur et comptes rattachés | 377 700 | 377 700 | - | - |
| Personnel et comptes rattachés | 36 549 | 36 549 | - | - |
| Sécurité sociales et autres organismes | 72 051 | 72 051 | - | - |
| Impôts sur les bénéfiques | - | - | - | - |
| TVA | 43 900 | 43 900 | - | - |
| Obligations cautionnées | - | - | - | - |
| Autres impôts et taxes | 5 080 | 5 080 | - | - |
| Dettes sur immobilisation Et comptes rattachés | 3 600 | 3 600 | - | - |
| Groupe et associés | - | - | - | - |
| Autres dettes | - | - | - | - |
| Dettes titres empruntés ou rem. Garant | - | - | - | - |
| Produits constatés d'avance | - | - | - | - |
| | (017) | 378 032 | 178 913 | 36 989 |



2.2.5. Charges à payer



| Libellés | Montant |
|----------------------------------|---------|
| CONGES A PAYER | |
| Congés provisionnés | 34 989 |
| Charges sociales provisionnées | 15 469 |
| Charges fiscales provisionnées | - |
| INTERETS COURUS | |
| Emprunts et dettes assimilées | 707 |
| Dettes part. groupes | - |
| Dettes part. hors groupes | - |
| Dettes sociétés en participation | - |
| Fournisseurs | - |
| Associés | - |
| Banques | - |
| Concours bancaires courants | - |
| AUTRES CHARGES | |
| Factures à recevoir | 115 957 |
| RRR à accorder, avoirs à établir | - |
| Participation des salariés | - |
| Personnel | 1 560 |
| Sécurité sociale | - |
| Autres charges fiscales | 2 297 |
| Divers | - |
| | 171 673 |



3. Informations relatives au compte de résultat

3.1. Détail du chiffre d'affaires

| | France | Export et communautaire | Total |
|------------------------|-----------|-------------------------|-----------|
| Ventes marchandises | 1 199 570 | - | 1 199 570 |
| Production vendues : | | | |
| - Biens | 4 639 624 | - | 4 639 624 |
| - Services | 3 331 900 | - | 3 331 900 |
| Chiffre d'affaires net | 9 171 094 | - | 9 171 094 |

3.2. Ventilation des produits d'exploitation

| Exercice | 2019 | 2018 |
|---------------------------------|------------------|------------------|
| Ventes de marchandises | 1 199 569 | 1 140 281 |
| Production vendue de biens | 4 639 624 | 4 757 061 |
| Production vendue de services | 3 331 900 | 3 022 243 |
| Total chiffre d'affaires | 9 171 093 | 8 919 585 |
| | | |
| Subventions d'exploitation | 675 000 | 780 000 |

3.3. Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est composé :

| | |
|---|-------------|
| De produits exceptionnels sur opération de gestion à hauteur de | 179 EUR |
| Du produit de cession sur le bâtiment de Valdoie pour | 100 000 EUR |
| De la subvention d'investissement ville de Belfort pour | 60 000 EUR |
| Total des produits exceptionnels : | 160 179 EUR |
| | |
| De charges exceptionnelles diverses (casse) pour | 1 000 EUR |
| De la valeur nette comptable des immobilisations cédées pour | 49 362 EUR |
| Total des charges exceptionnelles : | 50 362 EUR |



4. Impôt sur les bénéfices

4.1. Impôt sur les bénéfices de l'exercice

| | Résultat courant | Résultat exceptionnel |
|------------------------------|------------------|-----------------------|
| Résultat avant impôts | -11 200 | 109 816 |
| Impôts : Au taux de 28% | - | - 23 241 |
| Sur PVL | - | - |
| Résultat après impôts | -11 200 | 86 575 |

Le chiffre d'affaires dépassant 7 600 000 euros, le taux réduit de 15% est inapplicable.

4.2. Impôts différés

Correspond à des charges non déductibles pour l'impôt sur les sociétés l'année de comptabilisation :

Base

Provision charge à payer aide au logement 5 068 €

Taux d'impôts sur les sociétés 28 %

Impôts sur les sociétés différés 1 419 €

4.3. CICE

Le dispositif du CICE a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2019, transformé en une réduction de cotisations sociales.

En 2019, l'association a perçu le CICE de l'exercice 2018 pour un montant de 42 KEUR. Ce montant a permis notamment de participer au financement en matière d'investissement à hauteur de 42 KEUR.

5. Autres informations

5.1. Provisions pour indemnités de départ en retraite et autres engagements postérieurs à l'emploi

Notre entité provisionne (non déductible) ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

— Un régime d'indemnités de départ à la retraite conformément à la convention collective de l'association CNEA. En fin d'exercice 2019, le montant des droits acquis par les salariés sous contrat à durée indéterminée s'élève à 148 010 €.

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

- âge de départ à la retraite : 62 ans (inchangé),
- taux d'actualisation : 1,20% en 2019 contre 1,60 % en 2018,
- taux d'augmentation annuel des salaires : 2 % (inchangé),
- âge pour mise en retraite : 70 ans (inchangé).

Concernant la possibilité d'être présent à l'âge de départ en retraite, notre entité utilise pour la prise en compte du turnover :

- des statistiques propres estimées au taux de départ de 2 %

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles correspond à la table de mortalité utilisée de 2008 à 2010.

Rappel 2014 :

En application de la recommandation ANC n° 2013-02, la méthode du corridor a été mise en œuvre et ce en raison de la forte baisse du taux d'actualisation et donc de son impact sur l'augmentation importante des droits théoriques actualisés acquis.

En 2014, un excédent d'engagement de 5 800 € avait été constaté. Cet excédent devait être amorti sur 10 ans.



Suivi du différé d'engagement provision départ en retraite suite à l'application de la méthode du corridor :

| Engagements retraite | Début exercice | Dotations de l'exercice | Reprises utilisées | Reprises non utilisées | Total |
|---|----------------|-------------------------|--------------------|------------------------|----------|
| Indemnités de départ en retraite | 156 306 | 26 188 | 34 066- | 418- | 148 010- |
| Engagements de pension à d'anciens dirigeants | | | - | - | - |
| Prise en charge des cotisations mutuelle santé pour des salariés partis en retraite | | | - | - | - |

| | Au 31/10/2014 | 2014 Quote-part de reprise | Au 31/12/2014 | 2015 Quote-part de reprise | 2015 Reprise total Sortie | Au 31/12/2015 |
|----------------------------------|---------------|----------------------------|---------------|----------------------------|---------------------------|---------------|
| Montant excédent | 6 602 | (661) | 5 941 | (661) | | 5 280 |
| Montant négatif | (802) | 81 | (721) | 81 | 330 | (310) |
| Montant annuel part excédentaire | 5 800 | (580) | 5 220 | (580) | 330 | 4 970 |

| | Au 31/10/2015 | 2016 Quote-part de reprise | Au 31/12/2016 | 2017 Quote-part de reprise | Au 31/12/2017 |
|----------------------------------|---------------|----------------------------|---------------|----------------------------|---------------|
| Montant excédent | 5 280 | (661) | 4 619 | (657) | 3 962 |
| Montant négatif | (310) | 37 | (273) | 37 | (236) |
| Montant annuel part excédentaire | 4 970 | (624) | 4 346 | (620) | 3 726 |

| | 2018 Quote-part de reprise | Au 31/12/2018 | 2019 Quote part de reprise | Au 31/12/2019 |
|----------------------------------|----------------------------|---------------|----------------------------|---------------|
| Montant excédent | (657) | 3 305 | (657) | (2648) |
| Montant négatif | 37 | (199) | 37 | 162 |
| Montant annuel part excédentaire | (620) | 3 106 | (620) | 2 486 |

L'engagement global s'établit à 148 010 €. L'excédent d'engagement est de 2 486 € et il est amorti sur 4 ans, soit pour 620 € par année restante et se terminera au 31 décembre 2023.

6. Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants



6.1. Informations relatives aux dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus salariés s'est élevé à 222 536 € en 2019.

6.2. Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition, dons en nature redistribués ou consommés...)

Une convention pluriannuelle avec le Conseil Général, pour 2018 à 2020, datée et signée le 26 avril 2018, prévoit la mise à disposition gratuite du site départemental du Malsaucy et de l'aérodrome de Belfort-Chaux. Elle définit les conditions nécessaires à l'organisation de la manifestation « Les Eurockéennes de Belfort ».

La mise à disposition pour les Eurockéennes 2019 correspond à une superficie de l'ordre de 11 ha pour la zone occupée par le Festival site du Malsaucy et 35 ha occupés par la zone réservée au camping et parking site de Chaux.

Le Département du Territoire de Belfort ne demande aucune redevance pour l'occupation provisoire du site du Malsaucy et de l'aérodrome de Chaux.

Cette convention triennale est valable pour les années 2018 à 2020.



7. Ventilation de l'effectif moyen

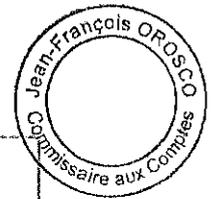
L'effectif de l'association est composé de salariés permanents (contrats à durée indéterminée) et contrats CDD et intermittents du spectacle liés à la tenue du festival.

Au titre de l'exercice 2019, l'effectif ETP se décompose comme suit :

| | |
|--|-------|
| Contrats à durée indéterminée | 10,06 |
| Contrats à durée déterminée et intermittents | 23,36 |
| Total | 33,42 |

8. Engagements hors bilan

| | 2019 | 2018 |
|---|---------|---------|
| Engagements donnés | | |
| Cautions données | 9 085 | 9 085 |
| Engagements emprunt + intérêts | 262 157 | 299 056 |
| Engagement indemnités fin de carrière * | 148 010 | 156 306 |



* Les hypothèses retenues pour cet engagement d'indemnités de fin de carrière sont décrites au chapitre Passif – provision pour engagements de retraite – avantages assimilés.

En garantie d'un emprunt de 249 526 € en principal et 12 631 € d'intérêts destiné au financement d'un hangar et terrain, l'association a donné comme garantie un nantissement de produits d'épargne en souscrivant un dépôt à terme bloqué pour une durée de 5 ans, soit jusqu'au 28 septembre 2021.